



ASSEMBLÉE  
NATIONALE

Elie CALIFER

Député de la Guadeloupe

Paris, le 8 septembre 2025

### **Lettre ouverte à la population de la Guadeloupe**

Chère population de la 4<sup>ème</sup> circonscription de la Guadeloupe,  
Concitoyennes, Concitoyens,

Le 8 septembre 2025, l'Assemblée nationale a été appelée à se prononcer sur la confiance au Gouvernement conduit par François BAYROU. **J'ai choisi de m'y opposer.** Ce choix, loin d'être un réflexe partisan ou une opposition systématique, découle d'un constat clair.

#### ***Une crise politique sans précédent, symptôme du refus de concertation de la « majorité »***

Depuis plus d'un an, la V<sup>ème</sup> République vit une crise institutionnelle historique. **Quatre Premiers Ministres se sont succédés depuis janvier 2024.** Cet enchaînement sans précédent traduit d'une part **l'incapacité du bloc macroniste, à bâtir une majorité solide** et d'autre part **son refus de compromis avec les autres composantes de l'hémicycle.**

En engageant la responsabilité du Gouvernement ce lundi 8 septembre 2025, François BAYROU a tenté de **transformer une exigence de débat démocratique, en un pari personnel destiné à sauver, quoi qu'il en advienne, son mandat.** Ce pari insensé plonge davantage la France dans l'instabilité, au moment même où le pays a besoin d'apaisement.

#### ***Quand l'injustice s'écrit dans le budget et menace nos acquis, que faire ?***

Le Premier Ministre a présenté **un plan de 44 milliards d'euros d'économies et de hausses d'impôts.** Derrière les chiffres, ce sont **des vies concrètes qui sont affectées.** « Une année blanche » aux répercussions lourdes pour les plus fragiles : **les retraités verront leurs pensions gelées et les prestations sociales, essentielles à l'effort de redistribution, ne seront pas revalorisées sur l'inflation. Les salariés modestes et les classes moyennes subiront des hausses de cotisations.** À cela s'ajoutent des mesures aussi symboliques qu'injustes, comme la suppression de jours fériés qui s'apparente à un « **travailler plus, sans gagner plus** ». **Cette politique d'austérité, frappe toujours les mêmes : les plus fragiles, les classes moyennes, les travailleurs.** Parallèlement, **cet effort collectif ne comprend aucune contribution significative des grandes fortunes et des multinationales, qui n'ont jamais été aussi prospères depuis trente ans.**

*Les Outre-mer, encore les grands oubliés des priorités nationales*

Pour la Guadeloupe et pour l'ensemble des Outre-mer, la situation est d'autant plus alarmante. **Aucune grande loi de programmation n'a encore été proposée pour répondre aux défis structurels de nos territoires.**

Il est d'autant plus préoccupant que le Gouvernement a soumis au Conseil d'État un projet prévoyant **une réduction drastique de la défiscalisation Outre-mer**. Derrière **une baisse de 11 points de pourcentage du taux de défiscalisation**, se cache en réalité une **diminution de 30 à 40 % de la dépense fiscale, soit 300 à 400 millions d'euros en moins chaque année**. Ce choc budgétaire inédit menace des milliers d'emplois tout en compromettant durablement l'investissement dans nos secteurs stratégiques, tels que le tourisme et l'hôtellerie.

Il est impératif de redonner un avenir à notre jeunesse ultramarine frappée par le chômage, facteur qui alimente l'emprise de réseaux criminels sur nos territoires. Cela passe par la relance économique et le soutien aux entreprises.

À cela s'ajoute la potentielle **incertitude autour des dossiers essentiels** – projet de loi contre la vie chère, réforme des exonérations de charges sociales pour nos entreprises, préparation du projet constitutionnel sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

**Dans la configuration actuelle, l'exécutif doit dorénavant s'engager à poursuivre les travaux entamés pour répondre aux enjeux cruciaux. Il doit éviter les blocages de la dernière censure du Gouvernement, où des projets de loi essentiels avaient été suspendus pour des raisons politiques. Les circonstances imposent d'être à la hauteur.**

La Guadeloupe a besoin d'investissements massifs notamment dans la santé, l'éducation, le logement, la sécurité et la continuité territoriale, ainsi que d'un État qui respecte ses engagements car notre développement n'est pas une option, mais une condition d'égalité.

*Quelle autre issue que de refuser la confiance au Premier Ministre BAYROU ?*

Chères concitoyennes, chers concitoyens, convaincu que la France a besoin d'une orientation budgétaire nouvelle et guidé par l'esprit de solidarité et de sincérité, ces raisons seules justifient mon choix.

L'agitation politique de ces derniers jours a tenté de faire croire que rejeter le vote de confiance signifiait nier le contexte économique – déficit excessif, dette supérieure à 3000 milliards d'euros. Il ne s'agit pas de se prononcer sur la situation économique de la France, que nous constatons tous et sur laquelle chacun peut avancer ses propositions, mais bien de présenter les conséquences de chaque choix politique.

Le Président de la République et le prochain Premier Ministre, doivent s'ouvrir au compromis et au dialogue démocratique, afin de garantir la stabilité de la France et le développement durable de nos territoires ultramarins.

Élie CALIFER  
Député de la Guadeloupe